

Grand débat : des propositions

130 personnes ont débattu durant plus de deux heures, lors du Grand débat national organisé par la municipalité, au centre social.

Le coup d'envoi de la soirée a été donné par le maire Bruno Bianchini en présence de la députée Hélène Zanier, d'élus et de Gilets jaunes de Saint-Avold. Le public, sous la houlette de l'animateur Patrice Kihl, a pu s'exercer à un ping-pong verbal, parfois sous les applaudissements ou les soufflements. De nombreuses idées ont émergé de cette soirée de réflexion.

Démocratie et citoyenneté

En numéro 1 a été réclamée la reconnaissance du vote blanc et l'obligation de voter, mais aussi la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC). Il en ressort que les sujets importants doivent être débattus au niveau local et être remontés au niveau central par les élus de proximité. Cependant, le RIC ne doit pas paralyser le fonctionnement du pays.

Fiscalité et dépenses publiques

Sans surprise, la demande de



Si les discussions ont été parfois animées, cette réunion du Grand débat national s'est déroulée dans le respect de la parole de chacun. Photo RL

réduction du train de vie de l'État est fréquemment revenue dans les débats. Comme la réinstauration de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), la baisse de la TVA pour les produits de première nécessité et la CSG qui pèse sur les retraités.

Organisation des services de l'État

Les propositions ont porté sur

la révision du calendrier électoral : un décalage de deux ans serait souhaitable entre les présidentielles et les législatives pour éviter le cumul des pouvoirs. Au cœur des débats également, l'arrêt de la suppression des services de proximité, le nombre d'élèves par classes (20 en maternelle et primaire), la santé avec le souhait d'être un patient et non un client.

Transition écologique

Les échanges ont tourné vers la fin du diesel et le développement d'autres produits comme l'éthanol ou l'eau. Parmi les propositions, l'augmentation des aides à l'isolation des logements ; la nationalisation des autoroutes qui seraient gratuites ; la limitation de l'utilisation des pesticides et l'arrêt de la déforestation par l'ONF.